

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE

9 octobre 2008

N° 2048

1,22 €

10 ans de Lizarra-Garazi
points de vue

Ikastolak

MANEX ERDOZAINZI-ETXART KOLEGIOA

1ère coopérative européenne

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Passage en force

ASSOMMEES, les Collectivités territoriales sont sous le choc. Le Préfet de région, M. Idrac, avec la complicité des Présidents des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, vient de dicter aux élus locaux leur participation faramineuse à la grille de financement du TGV Tours-Bordeaux-Toulouse et frontière espagnole, soit 14 milliards d'euros.

Pour le Pays Basque: Agglomération BAB 65 millions €, Communauté des communes Côte Basque Sud 26 millions € auxquels il faudra ajouter 230 millions € du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques. Pour la seule CABAB, ces 65 millions € empruntés sur 40-50 ans génèreront un remboursement total de 140 millions et une charge annuelle de 3 millions, diminuant d'autant les investissements nécessaires à la viabilité de l'Agglomération. Si le TGV n'arrivera ici que dans une dizaine d'années, les collectivités locales en revanche sont, elles, sommées de s'engager de toute urgence en votant un protocole d'accord avant la fin de l'année.

De plus, on leur demande de s'engager les yeux fermés car personne à ce jour ne peut dire où passera la nouvelle ligne. Sera-t-elle enterrée pour ne pas saccager nos paysages? Rien n'est décidé! Y aura-t-il une nouvelle gare et où sera-t-elle localisée? On ne sait pas! Bref, jamais nous n'avons été soumis à pareil défi.

C'est d'abord la reprise en mains des acquis de la décentralisation. C'est l'Etat qui avec ses sociétés nationales, Réseau Ferré de France et SNCF, a réalisé l'ensemble du réseau TGV existant. Il change tout à coup les règles du jeu. C'est lui qui a construit seul les TGV Paris-Tours ou Paris-Lyon-Marseille ou Paris-Lille. A présent, pour prolonger au-delà de Tours, ses caisses étant vides, il se défaisse sur les collectivités locales.

Défi aussi à la concertation publique dont le Premier ministre vantait pourtant, il y a quelques jours à Bayonne, l'exemplarité basque dans l'élaboration du Contrat territorial. Certes un grand débat public a précédé cette nouvelle

infrastructure de déplacement mais, à notre connaissance, RFF ne nous a jamais présenté ses applications concrètes et moins encore évoqué les contributions financières des collectivités territoriales. Nul doute que nos grands élus, peu participatifs à ce débat, n'auraient alors manqué aucune séance.

Visiblement, nous sommes ici dans un enfermement franco-français alors que le TGV relève d'une stratégie européenne. Peut-on imaginer que cet avion sur rails, à qui il faut 15 km pour s'arrêter ou s'élaner, fasse halte après Bordeaux à Dax, à Bayonne, puis à Donostia? Pour ceux qui ne voient qu'un gain de temps pour aller à Paris, ils seront satisfaits car il y aura journellement une série de TGV sur l'ancienne voie aménagée au départ de Bayonne. Mais pour les 3 ou 4 TGV transeuropéens, dont la vocation est de relier Stockholm à Lisbonne, il ne peut y avoir qu'une seule gare au Pays Basque. Alors plutôt que de se tourner vers Paris, pourquoi ne pas négocier avec le Gipuzkoa pour que ces avions sur rails et ceux dans le ciel aient une halte unique en Euskal Herria. Renoncement de notre part à une gare en Iparralde contre repli du dangereux aéroport d'Hondarribia sur Biarritz-Parme. Outre que les subventions européennes ne peuvent aller que sur la liaison internationale TGV avec l'Espagne —et non sur Toulouse— nos négociateurs, dégagés de l'exigence et du coût d'une gare, auraient là de vrais atouts pour diminuer notre part de financement.

Au-delà de cette affaire, il en va, pour les élus basques concernés, de leur raison d'être au sein des collectivités locales. Doivent-ils, avec ou sans état d'âme, obtempérer aux ordres d'un Etat qui faillit à ses obligations au prétexte qu'on ne refuse pas le progrès? Ou doivent-ils entraîner leurs collectivités dans la renégociation d'un projet mieux calibré et respectueux d'un territoire restreint déjà zébré par de multiples liaisons internationales? Si l'on n'y prend garde ce passage en force de l'Etat peut mettre à bas l'esprit participatif du Contrat territorial tant magnifié.

Denen artean eraikia, denen artean salbatua !

URRIAREN 11an, larunbatarekin Ainizan Laborantza Ganbararen ezohizko Biltzar Nagusia iraganen da 10etarik 12:30arte. Biltzarraren helburua da oraindik EHLGren aurka, urtarrilaren 29an iraganen den auziaren irabazteko kanpainaren antolatzea!

Duela 3 urte prefetak EHLG auzipetu bazuen ere, azkenean EHLGren kontra epaiketa finkatua izan da zeren elkartek akusazioaren aburuz hots, frantses Administrazioa eta Paueko Laborantza Ganbararen aburuz, «bere xede, helburu, antolakuntza eta izenarekin» Paueko Laborantza Ganbararen eite sobera omen du.

Oraindik behar da frantses administrazioak hiltzera kondenatu nahi duen eginbide herritar eta anitzaren defentsa antolatu. Zeren, Laborantza Ganbarak, sozialki zuzena eta ekologikoki artatsua den laborantza herrikoia baloratzaile sutuak, ordezkatzen duen ibilbide demokratikoak denen parte hartzea behar du sortzeko momentuan bezala, auzi berri honen irabazteko ere!

Noski, akusazioaren funts juridiko eskasak abokatu serbitsei esker frogatuak izanen dira. Laborantza Ganbararen kontrako karguak ez direla zuzenak argiki erakutsia izan da din urtarrilaren 29an!

Baina argiki erakutsi beharko da jendartean, berriz ere, Laborantza Ganbara, duela 30 urte pasa laborarien munduan izan diren gogoeten ondorioetarik bat dela. Garai haietako

gogoeta horiek beste laborantza bati buruz, beste janari edo jateko moldeei buruz hots beste jendarte bati buruz eramana izan ziren! Azken finean, EHLG garai haietako ametsen gauzate bat bilakatu da, gaur egun Euskal Herriarrek jendarte ereduaren lantzeko duten tresna berri bat!

Bestalde, argi utzi beharko da Laborantza Ganbara dela Batera kolektiboaren lau aldarrikapenetarik bat, eta ondorioz, baduela kasik 10 urte kolektibo hortako 120 elkartek sustengatzen dutela. Egia erran, EHLGk bere zilegitasuna lortu du ez bakarrik bere sostengu anitza bezain ugariei esker, baizik eta alderdikierietarik at den tresna bat baita Euskal Herriko laborantzaren garapenaren aldekoa, laborarientzat, kontsumitzaientzat, hots herritar guzientzat! Denek jakin beharko dute Laborantza Ganbara erantzun herritar bat eta konkretu bat dela. Kolektiboa eta molde irmo eta gehiengoarentzat asu-migarrian eraikia dena. Erantzun hori jendarte ekimenak Euskal Herrian gehiengo duen aldarrikapen bati ekarri dio. Frantses estatuak beti eza eman diolarik! Azkenik, Laborantza Ganbarak laguntza Euskal Herri osofik eta alderdi guzietarik lortu du eta datorren hilabeteetan ere lortu beharko du! Ez da dudarik Laborantza Ganbara eraikitzen ari den Euskal Herriaren marka bat gehiago dela, abertzale eta herritar guzientzat laguntzarekin xutik atxiki beharko dena!

Laborantza Ganbarak bikainki sinbolizatzen duen ibilbide herritarrek, pedagogikoak eta elkar bizitzaren aldekoak segi dezan, goazen denak Ainizara urriaren 11an!

TARTARO

s'est étonné



2008-ko urrian

... que Sarah Palin qui fait le forcing pour obtenir l'autorisation des forages pétroliers en Alaska appelle à la rescousse des scientifiques «éco-sceptiques» financés par Exxon Mobil afin de mettre fin à la protection des ours polaires. Les Esquimaux en ont froid dans le dos.

... que pour justifier son refus de voter le plan de sauvetage des banques américaines proposé par Dabeliou, un représentant de l'Indiana au Congrès ait déclaré: «Nous vivons à l'âge d'or des voleurs. Là d'où je viens on met les voleurs en prison, on ne vole pas à leur secours». En voilà un qui ne veut pas être l'Indiana Jones des traders de Wall Street.

... pas tant que ça de la réponse emberlificotée de McCain à une journaliste d'une radio espagnole lui demandant si, une fois élu, il allait inviter Zapatero. Le Johnny n'avait manifestement jamais entendu parler de Zapatero et l'a confondu avec le mouvement zapatiste mexicain. On se demande pour lequel des deux c'est le plus vexant.

... qu'une très sérieuse étude de chercheurs de l'Université d'Oxford montre, scanners du cerveau de volontaires soumis à des électrochocs à l'appui, que les catholiques croyants souffraient moins que les athées et les agnostiques quand, en leur administrant la décharge électrique, on leur montrait une image de la vierge Marie. Prochain test avec la photo de mère Térésa.

... pas tant que ça que le président PS du conseil régional Rhône-Alpes ait révélé que ses services avaient reçu un mail officiel émanant de la direction générale de la sécurité du Rhône demandant si le personnel régional comptait «des agents de confession autre que chrétienne». Et qui, par hasard, di-raient la prière tournés vers la Mecque?

... et réjouit que les poursuites engagées contre un bâtonnier de La Réunion qui avait évoqué à la barre «le faux MBA» de la Garde des Sceaux, aient été jugées irrecevables par les magistrats de St Pierre de La Réunion. Le crime de lèse-Dati ne rentrera pas dans le code pénal cette fois-ci.

... que la ministre de la Santé Roselyne Bachelot ait écarté l'idée avancée par un rapport parlementaire pour lutter contre l'obésité de taxer davantage la «malbouffe» et d'abaisser en contrepartie la TVA sur les fruits et légumes, au motif que cela reviendrait à «taxer les plus faibles». Les pauvres n'ont qu'à continuer à grossir, voilà un argument de poids.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr

CHER lecteur, mon mandat de Lantegiak, au sein du Garapen kontseilua, m'a amené à écrire un courrier à son Président (suite à une discussion sur l'économie productive et sa place en Pays Basque). Je vous en fait part.

Extrait de la lettre écrite au Président Etcheto (Garapen kontseilua) le 19 septembre 2008.



«Le Conseil de développement et l'économie productive suite à la séance d'hier soir (18 septembre)...

Il a été rappelé de ne pas opposer l'économie productive et l'économie résidentielle.

Il a été signalé le rôle des élus (ou leur absence de motivation sur ce domaine).

Il a été montré, comment pouvaient être mal accueillies des initiatives liées à l'économie productive (usine Jez), par certains secteurs de la population.

Le fond du problème est bien que tout oppose l'économie résidentielle à l'économie productive, que pour bon nombre de nos concitoyens: "l'usine sent mauvais, est laide, bruyante, elle pollue et concentre des ouvriers..." Le cadre de référence à usage des municipalités est une bonne chose, c'est certain.

Mais, même si, vu d'avion, il y a beaucoup de vert en Pays Basque, l'habitat est tellement éparpillé que l'espace est consommé de façon trop anarchique: pas assez de zone artisanale, pas de pénétrante est/ouest, pas de

Pantxoia Bimboire

transport en commun, empreinte écologique obligatoirement mauvaise au vu de cet éparpillement, habitat privé stratégiquement bloquant les initiatives d'économie productive, etc.

La situation est catastrophique, et ce ne sont pas les propos de M. X. qui pourront motiver les forces vives du conseil pour une avancée significative.

J'avais déjà signalé, à plusieurs reprises, la nécessité d'une action de communication dans ce domaine (même si mes propos n'ont pas été repris dans le résumé de la séance du 17 juillet).

Il n'est pas normal que le journalisme en Pays Basque soit essentiellement un journalisme de fait divers ou rugbybystique. Nous pourrions avoir une vraie politique de communication s'appuyant sur:

- Recherche de correspondant spécifique dans chaque média, formé ou désireux de se former à la chose économique.

- Droit de réponse ou de complément d'information chaque fois que des inexactitudes sont émises.

- Déplacement du conseil sur les lieux où se passent les choses intéressantes du point de vue de l'économie productive.

- Conférences de presse et conférences d'étape sur un plan volontariste de reconquête du terrain industriel (à suivre par indicateur) à mettre en place.

- Exemple à citer, en montrant les impacts dans l'économie et l'activité collatérale.

- Focus sur les entreprises petites et moyennes à capitaux locaux et qui atteignent des degrés d'excellence (iso 9001 iso 14001, % de chiffre d'affaire à l'export, impact social, etc.).

En dehors de cette action vis-à-vis des médias, il faudrait un meilleur travail collaboratif avec la CCI et l'EPFL et pourquoi pas, la recherche d'indicateurs significatifs pour le Pays Basque (par exemple: quantité d'ha d'économie productive, nombre de salariés

(avec coefficient 2 si à l'intérieur de la Basse-Navarre ou la Soule), nombre de bacheliers d'école technique). En la matière, nous le savons tous, un indicateur même imparfait est meilleur que l'absence d'indicateur.

Il faudrait aussi systématiser une action auprès des municipalités et des com de com (remise de documents clairs et chiffrés montrant les enjeux, etc.), rencontre informelle avec des élus d'une même municipalité à l'occasion de programme clé «en quête de majorité». Peut-être pour être efficace faudrait-il créer des outils pour convaincre: petits films, power point, etc.

Je crains que ces trois forums successifs envisagés sur ces thèmes ne se déroulent entre gens qui pensent la même chose, dans le cercle restreint du conseil... ou aux abords proches de ce cercle.

Il me semble important de sortir vers la société civile, même si la méthode pour sensibiliser cette dite société n'est pas facile, compte tenu du retard et de l'endormissement général.»

A la suite de ce courrier, j'ai reçu un e mail du Président Etcheto, appuyé par un entretien téléphonique direct, ces réponses indiquaient clairement que le Président partage ces préoccupations...

Argazki Erakusketa
Exposition photos
urriaren 11tik 31ra 36 du 11 au 31 octobre
Nora Arbelbide Lete

Burkina Faso

Sankara hil ezinik
Thom' Sank' toujours vivant

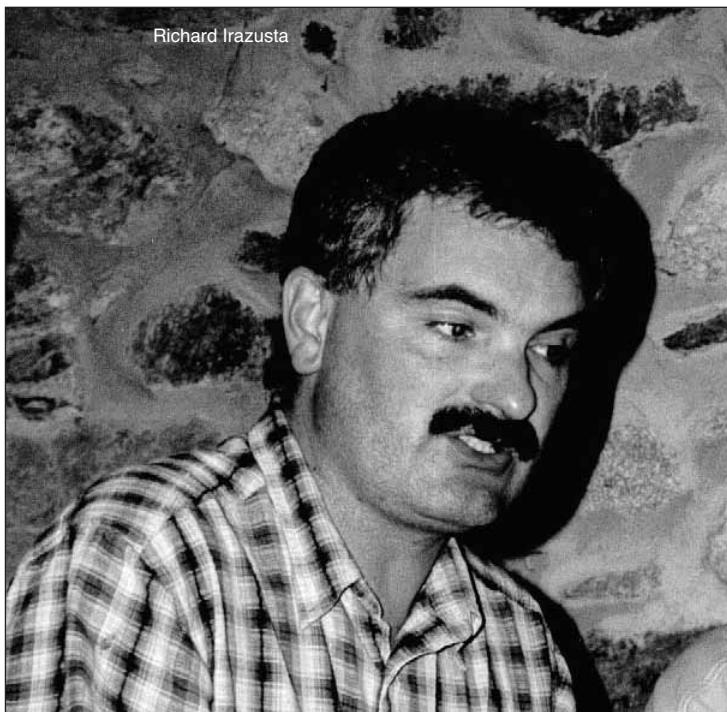
Organisé par avec Begiradak, Patal Laskaraj, Ilun "Txanpa" Dugliss

En partenariat avec L'italante Edeka, La perle d'Afrique, Eki Libre, Niro Shop



Richard Irazusta : «Je garde le souvenir d'»

A l'occasion du 10^{ème} anniversaire de l'Accord de Lizarra-Garazi, Enbata donne la parole à quelques-uns des acteurs majeurs de ce moment qui a marqué l'histoire récente d'Euskal Herria. Après le point de vue de Joseba Egibar, responsable éminent du PNV et négociateur de l'Accord, nous publions cette semaine deux contributions: l'une de Richard Irazusta, membre et, à l'époque, porte parole d'Abertzaleen Batasuna, qui fut un représentant actif de l'abertzalisme d'Iparralde dans les rencontres ayant abouti à la signature du 12 septembre 1998. L'autre est un texte qu'Itziar Avellanal et Tasio Erkizia, membres de Batasuna, ont rendu public lors d'une récente conférence de presse destinée à réaffirmer la position de la gauche abertzale radicale, dix ans après la signature de l'Accord.



Richard Irazusta

ENBATA: Quel est le souvenir le plus marquant que vous gardez de la période Lizarra-Garazi?

Richard Irazusta: Il y en aurait beaucoup. Mais le plus marquant pour moi n'est pas un moment particulier mais plutôt des tas de situations qui se sont produites plusieurs fois durant la période où on participait à des réunions publiques, dans plein de villes et de villages, et où on a rencontré des jeunes et des moins jeunes, militants ou pas, loin des caméras et des micros. Je dis «on» parce que je crois que je partage ce souvenir, un peu ému, avec Mertxe Colina qui l'a vécu également de façon très active. Il y avait partout une formidable envie de discuter avec ceux qui venaient présenter la démarche. On nous attendait, on nous abordait dans la rue pour discuter, nous encourager, nous donner des idées, nous critiquer... je garde le souvenir d'une attente populaire très forte, d'une parole libérée. Je crois que tous ceux qui avons vécu ces moments, tous ceux qui, par notre présence sur les photos représentations publiquement la démarche, avons ressenti cette formidable adhésion populaire. Dix ans après, même en étant aujourd'hui très éloigné de la pression médiatique, il arrive encore que des inconnus m'abordent pour m'en parler.

Enb.: Quel sentiment vous inspire ce 10^{ème} anniversaire?

R. I.: Beaucoup d'amertume pour l'espoir qui a été brisé et un sentiment d'incompréhension de plus en plus fort. Déjà à l'époque les raisons qui avaient poussé ETA à rompre cette trêve étaient

incompréhensibles. Dix ans plus tard elles le sont encore davantage. Aucun abertzale ne pense que les conditions actuelles sont plus favorables à sa cause que celles d'il y a dix ans, au contraire. La rupture de Lizarra-Garazi a plongé notre combat dans une crise grave dont la gauche abertzale, toutes chapeaux confondus, est la plus affectée. Cette rupture n'a pas été rattrapée par les trêves postérieures qui n'ont généré aucun mouvement populaire et qui ont même fait perdre toute valeur aux mots «trêve» ou «processus de paix». La crédibilité politique d'ETA en a été définitivement amoindrie et les derniers coups militaires n'y changent plus rien. Lizarra-Garazi représentait une opportunité historique qui a été lamentablement gâchée par des militants qui n'ont rien trouvé de mieux à proposer.

Enb.: Cette rupture est peut-être aussi à mettre sur le compte des lenteurs de ce processus?

R. I.: Bien sûr que le processus était lent. Beaucoup trop lent même. Mais pour d'autres il allait trop vite et trop loin, il représentait un saut vers l'inconnu, le risque de perdre les privilèges des postes acquis. Dans cet accord les deux protagonistes, le PNV et ETA, avaient fait de gros efforts, avec une volonté commune de parvenir à un changement profond de la lutte abertzale. Mais au sein du PNV il y avait quelques réticences, quelques freins, et au sein d'ETA il y avait des secteurs à la fois trop pressés et trop méfiants. L'échec vient du fait que les plus réticents l'ont emporté dans les deux camps.

Enb.: La rupture du processus ne s'expliquerait que par une guerre de pouvoir interne à chaque camp?

R. I.: Ce n'est qu'une partie de l'explication, mais on ne doit pas négliger cet aspect. Dans la démarche de Lizarra-Garazi et dans les initiatives qui ont suivi (Udalbiltza, accord parlementaire) chaque famille abertzale a fait un pas vers l'autre. Il n'y avait ni vainqueur ni vaincu mais il y avait, hélas, dans chaque camp des secteurs qui pensaient que la situation était devenue trop favorable au frère ennemi. La rupture a finalement concrétisé la victoire de ces camps, équitablement répartis de part et d'autres, au détriment de ceux, également équitablement répartis, qui ont cru à la démarche et ont pris des risques politiques pour qu'elle réussisse. Comme toujours, les grands perdants ont été ceux qui y ont cru et s'y sont investis. La rupture a donné raison aux méfiants de tous bords, c'est-à-dire à ceux qui n'ont rien fait pour que cela réussisse.

Enb.: Selon vous, qu'est-ce qui explique cette rupture?

R. I.: C'est le syndrome de l'enfant qui

apprend à marcher. Quand il lâche les deux doigts auquel il s'agrippait, l'enfant titube en faisant ses premiers pas vers l'autre parent qui l'attend à quelques mètres. Tout d'un coup, au milieu du parcours il se rend compte de sa témérité, plus personne ne le tient. Et là, il fait demi-tour et, en frôlant la chute, il se précipite vers celui avec qui il était au départ. C'est à la fois la peur de sa propre émancipation et celle de l'inconnu, la peur du chemin qui reste à parcourir. Pour moi c'est ce qui est arrivé avec Lizarra-Garazi. A mi-parcours il y a eu une grande angoisse face aux décisions qu'il fallait prendre. La direction d'ETA a alors choisi de revenir à ce qu'elle connaissait, qu'elle savait faire. Si la trêve avait duré elle aurait été encore plus difficile à rompre et il aurait fallu se décider à entrer pour de bon dans le jeu de la gestion institutionnelle, il fallait organiser une véritable désobéissance civile non clandestine, il fallait négocier en permanence avec le PNV et EA pour faire avancer, forcément lentement, des projets communs. Devant ces nouveaux défis la peur de l'inconnu a été la plus forte.

Enb.: Le PNV n'a aucune responsabilité dans cet échec?

R. I.: Le PNV n'a pas décidé de la reprise des attentats. En revanche il porte la responsabilité de ses propres lenteurs mais elles étaient connues depuis le premier jour. En tous cas on ne peut pas lui reprocher de ne pas avoir pris des risques dans cette aventure. Le PNV est un parti légitimiste, institutionnaliste, négociateur et gestionnaire. Avec Lizarra-Garazi il s'est engagé dans un bras de fer avec l'Etat qui ne lui était pas naturel. L'alliance avec la gauche abertzale dans les mairies, les provinces ou au Parlement autonome n'était pas confortable pour lui. Il a pris des risques et il les paye encore aujourd'hui, même si après le départ de Xabier Arzallus il a bien essayé de donner des gages de notabilisme retrouvé. Bien sûr qu'il a mis du temps à accepter Udalbiltza et bien sûr que ses contributions y étaient parfois modiques. C'est vrai aussi qu'il a mis du temps à descendre dans la rue en faveur des presos et que Lizarra-Garazi ne les a pas ramenés à la maison. Mais aucune stratégie n'a amélioré le sort des presos et aucun secteur abertzale, fût-il très radical, n'a conservé l'élan d'Udalbiltza.

Enb.: Et les Etats?

R. I.: Les Etats n'ont rien fait pour aider la démarche, c'est évident. Ils ont même tout dit et tout fait pour accentuer les méfiances, arrêter les interlocuteurs etc. C'était aussi un peu inévitable, ils ne pouvaient pas soutenir une démarche qui risquait de renforcer le camp abertzale réuni et qui valorisait l'idée de négociation. Mais ils n'auraient pas pu rester

Gagner avec Laborantza Ganbara



Manifestation du 17 mars 2007 : à l'occasion du premier contentieux juridique entre l'Etat et Laborantza Ganbara... et gagné par cette dernière!

Chaque jour qu'elle existe, Euskal Herriko Laborantza Ganbara gagne le défi qu'elle s'était fixée : continuer à porter de manière pacifique et constructive la revendication d'une Chambre d'Agriculture spécifique pour le Pays Basque.

Un bilan sans appel

Chaque jour qu'elle existe, EHLG démontre les avantages qu'aurait le Pays Basque nord à de telles institutions spécifiques : la proximité, l'adéquation avec un territoire et un projet cohérent, la compréhension des vrais enjeux et des politiques à mettre en oeuvre, la capacité à mobiliser les énergies, à susciter l'intérêt et l'adhésion des citoyens de ce territoire, la facilité à nouer des partenariats avec Hegoalde, l'efficacité même de l'institution, qu'elle soit immédiate ou à plus long terme.

Avec à peine 10 salariés et un budget annuel de 450 000 euros en 2008, la différence de

résultats est frappante par rapport à ce qu'a fait ou n'a pas fait la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Atlantiques au cours des dernières décennies, avec ses 90 salariés, et ses millions d'euros de budget annuel. Celle-ci réduite à copier les initiatives d'EHLG (La Ferme en Ville) où a se bouter sur des dossiers dont elle ne voulait pas entendre parler (Natura 2000), n'arrive pas à faire face.

*"Le temps jouait en faveur d'EHLG,
de son travail acharné
et de sa persévérance à toute épreuve."*

La comparaison est sans appel, malgré tous les obstacles mis par les pouvoirs publics sur la route d'EHLG, malgré une politique de harcè-

lement systématique (et de blocage de très nombreux financements et partenariats possibles), et sans lesquels le bilan serait encore plus favorable à Laborantza Ganbara.

Deux projets diamétralement opposés

L'autre grande différence se situe sur le fond du projet lui-même. L'action de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Atlantique est toute entière guidée par cette phrase prononcée par celui qui la présida longtemps, Marcel Cazalé, lors du discours qu'il fit le dernier jour de son dernier mandat : "Nous ne pouvons pas être nombreux et heureux". Concentration des exploitations, agriculture intensive et productiviste, promotion de l'utilisation des pesticides, développement de l'irrigation, OGM, usine d'agro-carburants à bilan énergétique et écologique désastreux de Lacq, sont les conséquences voulues d'une telle philosophie. L'objectif est un nombre réduit d'agriculteurs industriels,



faisant tourner le système (agro-alimentaire, bancaire, distribution etc.). Bien évidemment, dans ce schéma-là, les nombreux

petits paysans en difficulté, la qualité des aliments et de l'environnement, la santé des consommateurs, le tissu social et culturel de nos campagnes etc. passent à la trappe.

Laborantza Ganbara est au contraire au service d'un projet basé sur la défense d'une agriculture paysanne, visant au maintien de nombreuses exploitations, socialement équitable et écologiquement responsable. Cela imprègne et façonne tout ce qu'EHLG fait au quotidien, sur le terrain, comme actions et interventions concrètes dans les domaines les plus variés : agronomie, eau, énergie, transmission des exploitations, accompagnement des paysans dans les démarches administratives, les mises aux normes, la commercialisation, la valeur ajoutée, la transformation, les services juridiques, la formation et l'information, le développement local et transfrontalier etc.

▼
"L'objectif de ce procès est sans équivoque : obtenir l'interdiction et la fermeture d'EHLG"

Une réussite inacceptable pour ses opposants

Cette démonstration quotidienne du fait qu'une institution spécifique au Pays Basque nord répondrait bien mieux à ses besoins est inacceptable pour l'Etat. Aujourd'hui, ce dernier tente de franchir un nouveau palier. Depuis plus de trois ans en effet, une plainte avait été déposée par le Préfet sans toutefois que le procureur n'y donne de suite judiciaire.

La seule existence de la plainte servait au Préfet pour prétendre qu'EHLG, pourtant association loi 1901 dûment déclarée et enregistrée par ses propres services, était illégale. Ce faisant il préjugait de la décision qu'aurait pu prendre un tribunal si le procureur avait décidé de donner suite à sa plainte, portant une grave atteinte à l'indépendance de la justice. Et surtout il réussissait pendant plus de trois ans à bloquer la plupart des partenariats officiels et financements publics dont aurait pu bénéficier EHLG.

Mais le temps jouait en faveur d'EHLG, de son travail acharné et de sa persévérance à

toute épreuve. De nombreux partenaires potentiels, parmi lesquels des collectivités territoriales importantes, commençaient à remettre en cause cet argument d'illégalité jamais prononcé par un tribunal et démenti par la réalité quotidienne qui voyait EHLG avoir chaque jour d'avantage pignon sur rue. Les partenariats publics commencèrent dès lors à se mettre en place, et annoncèrent une nouvelle phase particulièrement intéressante pour EHLG, lui apportant également une légitimité sans cesse croissante.

C'est ce qui, d'après moi, déclencha la transformation de la plainte du Préfet en procès pur et dur, d'abord convoqué le 18 septembre puis reporté à la demande de la défense au jeudi 29 janvier 2009, une date à bloquer d'ores et déjà dans tous nos agendas.

L'objectif de ce procès est sans équivoque : obtenir l'interdiction et la fermeture d'EHLG, du fait de son nom et de ses missions de travail (de plus son président Michel Berhocoirigoin risque un an de prison ferme et 15 000 euros d'amende pour avoir créé et dirigé l'association EHLG).

Une bataille gagnable

Mais l'Etat n'aura pas la partie facile : l'accusation est particulièrement dénuée de fondements juridiques crédibles, supposant une existence officielle que n'a hélas pas la langue basque, ou exigeant de condamner EHLG pour des statuts et des missions qui sont le lot commun de centaines d'autres associations s'occupant de développement agricole.

Politiquement également, il va s'avérer particulièrement compliqué d'interdire une association purement non violente, transparente, démocratique, plurielle qui ne se voit reprocher absolument aucun autre délit que son existence même. Ce serait un précédent particulièrement grave. En pleine crise du monde agricole et des grands équilibres écologiques, il sera difficile d'expliquer pourquoi une association oeuvrant -d'une manière majoritairement reconnue et appréciée- à imaginer et mettre en route des

solutions concrètes à ces problèmes doit être interdite par la justice. Enfin, en pleine privatisation de la Poste, il sera pour le moins incongru de justifier l'interdiction d'une association parce qu'elle menace le monopole des Chambres d'Agriculture.

▼
"Assemblée générale extraordinaire le samedi 11 octobre à Ainhice-Mongelos pour tous(tes) ceux et celles qui veulent participer à cette bataille, et la gagner ensemble"

En presque 4 ans d'existence, EHLG s'est fait connaître auprès de milieux à la fois nombreux et variés. Il est clair qu'elle pourra compter sur de nombreux soutiens, tant en Pays Basque que sur l'ensemble de l'Etat français. Elle peut espérer gagner la bataille de l'opinion publique. Dans ces conditions, il va s'avérer très problématique de prononcer une sentence judiciaire qui pour être exécutée par la suite pourra exiger l'investissement policier des locaux d'Ainhice-Mongelos, leur fermeture aux 1200 membres donateurs de l'association et au public, le licenciement des 10 salarié(e)s actuels de l'association, l'incarcération d'une personnalité unanimement connue et appréciée telle que Michel Berhocoirigoin.

Bref, rien n'est joué et nous pouvons, à nouveau, gagner cette partie-là. Cela suppose évidemment beaucoup de travail d'information, d'explication, de mobilisation qu'il nous faut mettre en route le plus tôt possible. C'est dans cette perspective qu'une assemblée générale extraordinaire est organisée le samedi 11 octobre à 10H00 du matin dans les locaux de Laborantza Ganbara à Ainhice-Mongelos. Y sont chaleureusement invité(e)s tous(tes) ceux et celles qui veulent participer à cette bataille, et la gagner ensemble.



Chaque jour qu'elle existe, EHLG gagne le défi qu'elle s'était fixée

Zimenta gorria...

Samatsa

2008ko urriaren 5a, hamaikak eta hamar aldera Altsasun kokatua den Satenhor enpresan 62 urteko langile bat hil da; aurten 76garrena Euskal herrian. Jaz, 125 izan ziren iduriz beren bizia galdu zutenak lanean. Beldurgarria bihurtzen da kontabilitate beltz hori, ez da aste bat pasatzen holako berriak entzun gabe. Beldurgarria dena da usaia hartzen dela holako gauzak entzutea; dudarik gabe, gure modernitatearen edo gure garapenaren pagatzeko behar den prezioa...

Prezioa aipatzerakoan, ari naiz asmatzen zonbat balio duen beraz euskal langile batek? Ikusten direlarik batzuk lanean ari, segurtasun neurririk gabe edo kasik gabe, pentsatzen ahal da eraikitzen duten gauzaren prezioarekin konparatuz, ez dutela gauza handirik balio.

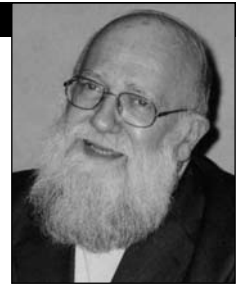
Ez dakit zer idurikatzen duten batzuek, gizartearen "palankak" atxikitzen dutenek partikulazki gauzak hobetzeko maila horretan; bixtan dena espainiar estadoan bizi izan duten garapenaren erritmoa atxikitzeko, behar zen lanean ari, fite, egin ahala fite; beraz bidean gelditzen ziren eta diren langileak ez dira behar bada kontutan hartzen, alboko desmasiak bezala gerla batean?

Gaur egun, finantza sistemak eza gutzen duen krisiarekin, gauzak motelduko dira etxebizitzan eta eraikituntzan; aldi huntan, fase berri bat idekiko da eta langile baten prezioak gora eginen du behar bada, zimenta grisa bilakatzen bada berriz hobe, erran nahi luke odola guttio ixurtzen dela...

□

JEAN-MARIE MÜLLER
Ecrivain et porte parole national du MAN(*)

Pratique de l'action non-violente !



"Dans la problématique de la non-violence, c'est au pouvoir établi de justifier sa répression."

Voici un extrait de l'intervention de Jean-Marie Müller lors d'une journée de formation organisée par les Démo le 8/12/2001 à Hazparne. L'intégralité de l'intervention est disponible à la bibliothèque de la Fondation et Jean-Marie Müller interviendra à la Journée de Formation "La Force de la Non-Violence", le samedi 18 octobre à la Fondation.

(...)

1/ Analyse de la situation d'injustice :

Etablir un dossier précis et rigoureux de ce dont nous avons pris conscience et qui doit cesser d'exister. Il s'agit de faire un constat pour mener une action qui puisse changer les choses. Appréhender l'injustice dans sa complexité et présenter cette analyse à l'opinion publique. Il y a toujours dans cette stratégie, la volonté de convaincre l'opinion publique.

Etre en mesure de préciser les éléments qui caractérisent cette situation d'injustice: quels sont les rapports de force qui la caractérisent; quelle est la structure de pouvoir qui la caractérise; savoir ce que dit la loi par rapport à cette situation, ce qu'elle interdit, ce qu'elle permet, quels sont les droits qu'elle donne et quels sont ceux qu'elle ne donne pas; quelle est la modification de la loi que nous voudrions obtenir; quels sont nos ennemis, nos adversaires, nos alliés, quels sont nos partenaires (il ne faut jamais se tromper d'ennemi); quels sont ses arguments, quel est le discours de notre adversaire et comment il va défendre sa position; essayer de trouver les arguments qui puissent le mieux le récuser; refuser toute tentative d'exagérer pour mieux convaincre, car c'est tout le contraire qui se passe; il y a un souci de rigueur de vérité.

S'en tenir aux faits, récuser toute accusation outrancière contre l'adversaire c'est totalement inutile, contre-productif. Ne jamais caricaturer la position de l'adversaire, ce qui nous amènera à être d'autant plus ferme par rapport à nos exigences.

2/ Choix de l'objectif :

L'analyse de la situation doit être globale. La situation d'injustice c'est un système global, un système établi. Ce système qui provoque l'injustice nous allons vouloir le supprimer, mais en même temps pour mener une campagne d'action non-violente nous ne pouvons pas nous donner comme objectif d'emblée de détruire le système tout entier.

Le slogan par exemple "à bas le capitalisme" c'est un vœu, même un vœu pieux, mais ça n'est pas un objectif que l'on peut se donner pour une campagne d'action non-violente qui va s'établir dans une durée à moyen terme.

Ce qu'il faut c'est trouver un objectif clair, précis, limité et possible, parce que si nous nous donnons un objectif impossible nous sommes sûrs d'échouer.

Le choix de l'objectif est déterminant dans le début de la campagne d'autant qu'il faudra nous y tenir à cet objectif, nous ne cesserons d'agir que quand nous aurons obtenu la victoire, sinon nous aurons perdu. Ce choix conditionne l'ensemble de la campagne d'action; il faut qu'il soit à la portée de l'ensemble des citoyens.

Le génie de Gandhi a été de prendre un objectif où tous les indiens allaient pouvoir entrer dans l'action, du plus pauvre paysan du village le plus reculé de l'Inde jusqu'à l'intellectuel le plus intelligent des facultés de Bombay. Que l'objectif soit à la fois compréhensible par l'ensemble des citoyens et à la portée de l'ensemble des citoyens. L'objectif ça va être une prise sur le système comme quand dans le judo on parle de prise sur l'adversaire : comme le petit japonais va pouvoir destabiliser le grand japonais en ayant prise sur lui. Je vais pouvoir agir comme avec un levier pour faire bouger le système. Une fois que nous obtiendrons la victoire sur un objectif limité, elle va dépasser de loin cet objectif-là. Quand Gandhi a obtenu que la loi sur le sel soit abrogée il obtenait beaucoup plus : quelque part il obtenait déjà l'indépendance."

(...)

□



(*) Site du MAN : www.non-violence.fr

Un monde sans eau ?

Ce film ouvrira la soirée spéciale Lurrama à l'Atalante, le mardi 28 octobre à 18h00. Suivront un débat, une dégustation de produits locaux et une présentation de Lurrama 2008.

Avec "Un monde sans eau ?", le réalisateur autrichien Udo Maurer nous fait prendre conscience, à travers les trois segments qui composent ce film, des divers problèmes liés à l'eau.

Des inondations, au problème de l'assèchement de la mer d'Aral ou encore à la bataille journalière pour la recherche d'eau potable, le film montre les problèmes que doit surmonter l'homme pour s'adapter à son environnement.

La première partie, qui se déroule au Bangladesh, dépeint la vie des paysans du delta du fleuve Brahmaputra, qui font face à la montée des eaux au moment de la mousson. L'eau a forcé ces hommes et ces femmes à se muer en nomades.

Au Kazakhstan, la mer d'Aral a perdu la moitié de sa superficie, à cause de la politique soviétique d'irrigation des cultures cotonnières. Cette catastrophe écologique et humanitaire a obligé des hommes et des femmes à parcourir de longues distances, pour continuer à vivre de la pêche.

Le film se clôture à Kibera, le plus grand bidonville de Nairobi (Kenya) où l'eau est devenue une véritable marchandise. Certains habitants sont amenés à marcher de nombreux kilomètres pour recueillir le bien précieux qui alimentera tout leur quartier.

"Pourquoi n'avez-vous pas raconté une histoire qui se passerait en Occident ?"

Réponse du réalisateur : "Des problèmes existent évidemment ici. Mais ils sont relativement plus faciles à régler car il y a des moyens financiers qui le permettent. C'est pourquoi j'ai choisi des pays où "nos solutions" ne marcheraient pas. Si on investissait la même manne d'argent au Bangladesh qu'au Pays-Bas, on pourrait construire des barrages et ça changerait tout ! Mais malheureusement il n'y a pas d'argent disponible. C'est pour cette raison qu'on s'est concentré sur ces pays pour le tournage.

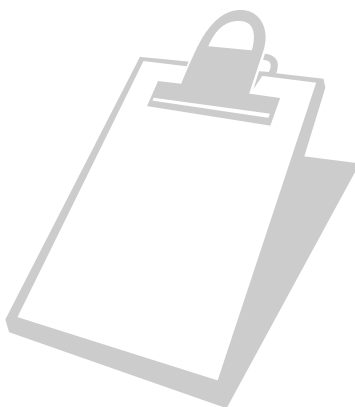
Le film traite tout d'abord du surplus d'eau, puis du manque d'eau et on passe dans la dernière par-

tie à un autre niveau avec le commerce de l'eau. Le pouvoir est le sujet de la troisième partie. L'eau devient à Nairobi un élément de pouvoir. La question principale qui assure le lien (ou la structure) du film est la suivante : "Est-ce que chaque homme a droit à l'eau sur cette terre ou est-ce un bien de consommation ?"



De grandes entreprises traitent l'eau comme une marchandise alors que les ONG la distribuent, car elles estiment que c'est un droit dévolu à chaque être. Nous aurons la réponse à cette question fondamentale dans une dizaine d'années." □

L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

LES FORMATIONS DE LA FONDATION
MANU ROBLES-ARANGIZ
LA FORCE DE LA NON-VIOLENCE
Journée de formation

Samedi 18 octobre au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz à Bayonne

A 10h00 : "Le processus de Lizarra-Garazi"

Par **Txetx Etcheverry**

Retour en détail sur la portée vraiment radicale des concepts et pratiques nés pendant le processus de Lizarra-Garazi.



A 12h30 : repas sur place

A 15h00 : "Histoire et philosophie des Démonos"

Comment les Démonos ont su gagner la bataille de l'opinion, forces et limites de la désobéissance civile.



Avec **Gorka Torre** et **Peio Etcheverry-Ainchart**



A 17h00 : "Stratégie de l'action non-violente"

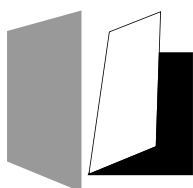
Avec **Jean-Marie Muller**, fondateur du Mouvement pour une Alternative Non-violente, directeur des études à l'Institut de Recherche sur la résolution non-violente des conflits.



Entrée gratuite

Renseignements et inscriptions au :
06 14 99 58 79

Session de formation du 25 septembre avec André Chassaing au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



«une parole libérée»

à l'écart du processus éternellement. Après un temps, ils auraient essayé de tirer profit de cette nouvelle situation. Les Etats savent gérer leurs intérêts, ils se seraient adaptés à la nouvelle situation. Ils auraient essayé de la détourner en leur faveur mais ils n'avaient pas l'avantage de l'initiative. On sait qu'à l'époque ils envisageaient différentes hypothèses.

Enb.: *L'échec de Lizarra-Garazi et le blocage actuel sont-ils irréversibles?*

R. I.: Heureusement, en politique il y a peu de choses qui demeurent irréversibles. La situation actuelle ne doit pas provoquer un pessimisme paralysant. Nous devons analyser le blocage en imaginant des moyens d'en sortir. L'exemple de la Navarre est en ce sens très encourageant. Dans un contexte politique très tendu, Nafarroa Bai a éveillé un véritable espoir populaire et a redonné une perspective politique, même si elle n'a pas abouti à une victoire. Cela veut dire qu'on peut tirer des leçons des échecs du passé, on peut imaginer de nouveaux scénarios, les tester, les corriger et conserver l'initiative. Cela ne veut pas dire qu'il faut photocopier Nafarroa Bai partout. Le blocage actuel vient du fait que le camp abertzale semble paralysé, il a perdu l'initiative, il semble dominé par ses déceptions.

Enb.: *Quelle seraient les initiatives à prendre en Iparralde?*

R. I.: Le déblocage d'une situation politique c'est d'abord une question d'état d'esprit. Le mouvement abertzale doit se tourner résolument vers l'avenir, renoncer à des logiques du passé et imaginer de nouvelles façons de faire avancer ses idées. Collectivement nous avons beaucoup trop tendance à refuser les prises de risque politique, nous avons une tendance au repli, au «rester entre nous», à faire et refaire ce qu'on a déjà fait, qui nous paralyse. Le rassemblement de tous les abertzale, au-delà de nos divergences, est devenu aujourd'hui au mieux une absurdité, au pire un mensonge. C'est devenu un rassemblement pour le rassemblement, sans perspective, sans projet. La vie en Iparralde en général, et la vie politique en particulier, ne s'organise pas autour des gentils d'un côté, les abertzale, et des méchants d'un autre, tout le reste. Nous devons affirmer nos choix, certes, mais nous devons aussi savoir les confronter à ceux des autres. Nous devons aussi trouver, aussi souvent que cela sera possible et avec qui que ce soit, des terrains d'entente qui feront progresser ce pays. Notre plus grand ennemi en Iparralde ne porte pas le nom d'un chef de file de la droite ou de la gauche, notre plus grand ennemi c'est l'immobilisme. Et aujourd'hui le mouvement abertzale d'Iparralde est en danger politique d'im-

mobilisme. Dans ces conditions nous devons renoncer à être les otages des adeptes de la théorie du «tout ou rien». Je l'ai déjà dit et je le répète, dans la stratégie du «tout ou rien» celui qui l'emporte c'est toujours le «rien», jamais le «tout». En politique l'excès de radicalisme peut être le meilleur allié des plus immobilistes et des plus conservateurs, nous devons sortir du piège qui valorise de pseudos «vrais abertzale» face à des «traîtres» qui avancent à force de compromis. Nous devons choisir la voie qui permet d'avancer, avec lucidité et prudence mais sans complexe.

Enb.: *Cela poserait également la question des relations avec les abertzale d'Hegoalde?*

R. I.: Là aussi il faut faire des choix. La première évidence c'est qu'on ne peut pas se replier sur le Pays Basque Nord sans regarder, au moins un peu, en direction du Sud. Je reste convaincu que la tactique abertzale d'Iparralde ne peut pas être dictée depuis Donostia, nous devons défendre une démarche très adaptée au Nord. Mais je crois également qu'il n'y a pas de projet abertzale sans une vision de l'ensemble d'Euskal Herria. Là encore, l'exemple de Lizarra-Garazi montre qu'il peut y avoir des rythmes différents et des initiatives adaptées aux réalités des territoires. L'idée, soutenue par ETA, de créer un parlement abertzale sur les sept provinces à partir d'un accord secret entre états-majors était stupide. L'idée, soutenue par le PNV, de bien gérer la Communauté autonome sur trois provinces pour en faire un modèle attractif pour la Navarre et Iparralde est tout aussi illusoire. Mais tourner le dos au Sud serait également un non sens, il y a, là aussi, des choses à inventer notamment pour Abertzaleen Batasuna. Il y a des choses à inventer sur le plan politique avec EA et Aralar.

Enb.: *Dix ans après, les acteurs qui sont sur la photo ne se retrouvent plus?*

R. I.: Non mais je pourrais citer quelques noms de personnes qui sont sur la photo et que je revois toujours avec plaisir même si c'est trop rarement. A titre personnel j'ai découvert des personnes avec lesquelles j'ai sympathisé au-delà de divergences ponctuelles. Je garde le souvenir de formidables discussions interminables avec des militants de premier plan. Entre nous, les convergences fluctuaient selon les thèmes abordés et c'est cette souplesse qui permettait d'avancer. Le contexte n'était pas toujours facile et les enjeux étaient énormes mais je crois qu'on formait une super équipe, motivée, pas sectaire. Dans ma vie militante Lizarra-Garazi restera l'expérience qui m'a le plus marqué.

Structure unique pour les ikastola d'Euskal Herria

KOLDO Tellitua, président de la confédération des ikastola d'Euskal Herria, le laissait entendre dans l'interview qu'il accordait à *Enbata* à l'occasion du dernier Herri Urrats*, une structure unique qui regroupera l'ensemble des ikastola d'Euskal Herria verra le jour, en juin 2009, à la fin de cette année scolaire. Sa forme juridique sera celle d'une coopérative européenne, entité de droit européen qui permet de regrouper des initiatives transfrontalières.

Le président de la confédération en a fait l'annonce lors de l'assemblée

l'arsenal législatif européen pour donner une existence juridique aux projets transfrontaliers. Koldo Tellitua s'est d'ailleurs félicité que le projet des ikastola soit la première coopérative européenne à voir le jour. «*En cela aussi nous serons leaders*», a-t-il déclaré, soulignant que les ikastola suivaient les recommandations de l'UNESCO pour surmonter l'obstacle des frontières que les communautés linguistiques doivent abattre pour bénéficier d'un traitement unique équitable. L'objectif visé est davantage d'efficacité, de cohérence interne et de résonance sociale. Dans le même

temps, le projet vise à faciliter à la fois les processus internes et les relations externes en offrant à la société basque et aux pouvoirs publics un interlocuteur unique. Koldo Tellitua a toutefois rappelé que les pratiques administratives et éducatives divergent d'un territoire à l'autre. Au travers de cette coopérative européenne, il s'agit de parvenir à un équilibre entre l'unité et la diversité pour répondre au défi de l'universalité qui est



Koldo Tellitua

des ikastola qui s'est tenue à Hendaia le 19 septembre, en rendant compte des travaux de réflexion menés dans le cadre du projet 2020, Ikastolak Orain eta Gero. «*Sans occulter la légitimité de nos structures historiques, notre intention est de mettre en place une structure unique qui fédérera les ikastola de l'ensemble d'Euskal Herria*», a déclaré Koldo Tellitua, devant une assistance de 200 personnes, au premier rang desquelles se trouvaient, Xabier Azanza, directeur d'Euskarabide, Iñaki Mujika, vice-ministre de l'Education du gouvernement autonome, Patxi Baztarrika, vice-président du département Politiques linguistiques de Jauraritzita et Battitt Salaberri, maire d'Hendaia.

La structure unique sera une coopérative européenne, qui fait partie de

l'objectif des sociétés modernes en ce XXI^{ème} siècle. Il a souligné l'apport essentiel de Seaska dans ce débat, en rappelant, qu'après tout, un grand Lapurtar-Xiberotar, Antoine d'Abbadie d'Arrats, était l'auteur du slogan Zazpiak Bat.

Pour ce qui est du calendrier, le président de la Confédération a indiqué que le 24 janvier prochain, le dernier rapport d'orientation sera soumis au vote des délégués de l'ensemble des ikastola. En juin 2009, aura lieu l'assemblée constitutive de la coopérative européenne. D'ici fin novembre, chaque ikastola pourra déposer ses amendements afin que le projet soit finalisé pour la réunion de janvier. La démocratie n'est pas un vain mot au sein du système éducatif basque.

* Voir *Enbata* n° 2029 du 15 mai 2008.



Euskal Herriak du hitza eta erabakia

Itziar Avellanal eta Tasio Erkizia Batasuneko kideak

GAUR beteko dira hamar urte Lizarrako kultur etxean zortzi alderdik, zazpi sindikatuk eta hamarretik gora elkartetik Lizarra-Garaziko Akordioa sinatu zutenetik. Dударik gabe, akordio horrek Euskal Herrian aro berri bat ireki zuen, gure herriaren burujabetzaren aldeko borrokan mugarri bat.

Akordio hori baina, ez zen huts-hutsean jaio. Ezker abertzaleak 90. hamarkadan abiatutako nazio erai-kuntzaren estrategiak zein Alternatiba Demokratikoaren lanketak bere fruituak eman zituen eta indar abertzaleen arteko batasuna esparru ezberdinetara zabaldu zen. Horrela garatu zen Irlandako foroa, zeinak Euskal Herriko indarren arteko hausnarketei bide emanez, Lizarra Garaziko akordioa osatzeraino iritsi zen. Lizarran honako bi ideia garbi geratu ziren:

1) Marko autonomiko-konstituzionalak, zatiketan eta ukazioan oinarrituta dagoenak, eragotzi egiten duela Euskal Herria nazio gisa egituratzea eta gure nortasun zutabeak diren hizkuntza, hezkuntza, kultura, esparru sozioekonomikoa eta abar garatzea, eta, beraz, agortuta dagoela. Zergatik? marko honen helburua ez zelako eta ez delako Euskal Herriaren eskubideei bide ematea, Euskal Herria poliki-poliki Espainiar Estatuaren baitan asimilatzea baizik.

2) Euskal Herria nazio bat dela, bere eskubideen jabe dena, eta euskal herritarrek ahalmena izan behar dutela, askatasunez, bere oraina eta etorkizunaren inguruan erabakitzeke. Hau da, ahala nahi izanez gero, Estatu burujabe bat izateko. Esaldi bakar batean laburbil dezakeguna: Euskal Herriak du hitza eta erabakia.

Egoera berrietara iritsi zen horrela Euskal Herria. Bi proiekturen talka ageri-agerikoa zen: Euskal Herriaren erai-kuntzarena batetik eta Espainia nahiz Frantziarena bestetik. Diogun bezala, marko politikoa agortuta dagoenaren irakurketa ezker abertzaleaz haratagoko sektoreetan egiten da, eta Euskal Herriaren premiei eta bere eskubideei bide emateko oztopo gisa ageri zen. Norabide horretan, izugarritzko urratsak eman ziren eta praxia politikoa izugarritzko aldaketak eman ziren. Herri bezala pentsatu eta herri bezala jokatzaren hasi ginen, horren lekuko ditugu: Lizarra-Garaziko hitzarmenaren zabalpena, EHko udal ordezkarien biltzarra eta Udalbiltzaren sorrera, presoaren aldeko mobilizazio erral-

doiak eta Batera plataformaren sorrera, Euskal Departamenduaren aldeko manifestazioa, euskararen aldeko ekimena bost estadiotan, Nazioetabaidagunea...

Emandako urratsek, ordea, Euskal Herriak bere kabuz etorkizunaren jabe izan eta nazioa eraikitzeke gaitasuna ikustarazi zien bi gobernuetara, beren inposizio proiektuak zalantzan jarriz. Nabarmen geratu zen ez zutela gobernuak ETArekin edo ezker

izendaturiko ituna sinatu zuen, errepresio estrategia honetan sakonduz. Eta estrategia hori bizi-bizirik dago oraindik, gure herrian salbuespen egoera basatia ezartzeraino. Eta guztia helburu argi batekin: benetako aldaketa politikoa galarazteko. Baina ez zen izan Estatu beldurtu zen bakarra. Orduko hauteskunderen emaitzek beldurra eragin zion PNVri. PNV-EA koalizioak esperotako emaitzak lortu ez zituztenez, Eu-

gatzka politiko eta armatua gainditzeko metodologia gisa, eta Anaitasunako Proposamena, gure herriaren gatzka gaitzeko eta orube demokratikoa eraikitzeko formulazio posible gisa. Hain zuzen, horixe izan da negoziazio prozesuan zehar ezker abertzaleak defendatu eta bultzatu zuen jarrera politikoa.

Baina hor, garbi geratu zen berriro ere, zein den PNVren eta PSOEn apustua. Biek ala biek ezetz esan zioten gatzakaren muinak diren lurraldetasun eta erabakitze eskubidearen auziak zehazteari, eta ezetz esan zioten erabakitzeke eskubidea Hego Euskal Herriko lau lurraldeei dagokiela onartzeari, proiektu politikoko guztiak gauzagarriak direla aitortzeaz gain, aukera horien artean berriaz independentziarena ere aipatzeari. Eta orduan altza ziren mahaitik, ezker abertzaleak asmo iruzurgile orori atek ixteko egin zehaztapenak onartu ez zituztenez.

Ezetz horrek inoiz baino ageriago utzi zuen PNV eta PSOEn benetako asmoa zein zen. PSOE eta PNVren asmoa ez zen eta ez da Euskal Herriaren autodeterminazioari atek zabalduko lizkioken eskenatoki bat egikaritzea; euren benetako asmoa, ezker independentismoa suntsitzea zen, euskal jendartearen aspaldi honetan gailenduriko aldaketa nahi eta beharra egungo marko juridiko politikoa erreforma baten baitan urtzeko, hau da, independentziari atek itxi eta Euskal Herria Espainiako Konstituzioaren baitan kate motzean lotuta mantentzeko.

Eta hamar urte igaro ostean, ataka horretan aurkitzen da berriro ere gure herria: Espainiako Konstituzioaren kaiola barruan jarraitzea edo autodeterminazio eskubideari, eta horrenbestez independentziari, atek irekiko dizkion marko demokratikoa eraikitzea.

Zentzu horretan, ezker abertzaleak dei egiten die eragile soberanista eta herri sektore guztiei autodeterminazio eskubidearen inguruan indarrak metatzera eta Estatuaren baimenaren zain geratu gabe, gure herriaren erai-kuntza aurrera eta gure herriaren eskubideak praktikan jartzera. Baldintza berriak sortu behar ditugu bi Estatuak gure herriaren autodeterminazio eskubidea onartu beste aukerarik izan ez dezaten. Bide horretan indarrak artikulatu behar ditugu, eta bide horretan ezker abertzaleak eskuak luzatuta ditu lanerako, Lizarra-Garaziko trena azken portura iritsi dadin.



Tasio Erkizia

abertzalearekin arazo bat. Herri oso bat baitzen bere etorkizunaren eta eskubideen jabetza eskuratzeko urratsak ematen ari zena. Bi estatuak aurrerapen hauekin kezkatutik eta beren proiektu konstituzionalista kolokan ikusirik errepresioa areagotu zuten. Nazio erai-kuntza kolpatzeko hautua egin zuten horrela, nor bere erara, baina bi gobernuak eskuz esku.

Espainian agintzen zuen PPren gobernuak, errepresioaldi bortitz bati ekin zion eta «guztia ETA da» lelopean, nazio erai-kuntzaren esparru oro kolpatzen hasi zen. Hala, 2000 urtean PSOArekin «Pacto por las libertades y contra el terrorismo»

ren gestio eta hegemonia arriskuan ikusi zutenez, euren konpromisoei eutsi ez eta atzerapausoak ematen hasita, prozesua hautsi zen.

Baina ezker abertzaleak, erasoak eraso, aurrera egin zuen, Lizarra-Garazirekin bizkortutako fase politikoa bururaino eramateko, eta egoera zailenetan ere, ezker abertzalea gai izan da negoziazio prozesu berri bat zabaltzeko. Zein helbururekin? Euskal Herriari hitza eta erabakia emateko helburuarekin, hau da, autodeterminazio eta lurraldetasun eskubideak aitortuko zituen akordio politikoa eskuratzeko helburuarekin. Norabide horretan kaleratu genituen Anoetako proposamena,

Burdinen artetik ihesi

DUELA aste pare bat, Iparraldeko Enbata hebdo politikoan, Batasuneko koordinatzailea den Xabi Larralde iritzi artikulua bat argitaratu zuen -frantses estatuak bera eta beste ezker abertzaleko militanteen aurka operazio politiko-mediatico bat burutu baino egun batzuk lehenago. Artikuluan Lizarra-Garaziko adierazpenari buruzko hausnarketa bat egiten zuen, gertakari horren hamargarren urteurrena ospatzen dugularik.

Eta bukaera aldera, ELAri buruzko aipamen bat egiten zuen: prest al legoke sindikatua Espainiako indarreko legez-kotasuna gaudituko lukeen dinamika batean konpromisorik hartzeko? Prest al daude bere militanteak ziegatan hainbat urte pasatzeko herri honek subiranotasuna lortu aldera? Ezker abertzaleko buruzagiaren iritzi, galdera hauek funtsezkoak omen dira gainera, Lizarra-Garaziko aktore bakoitzarentzat zer izan zen argitzen omen dutelako...

Horren inguruko hausnarketa batzuk besterik ez dut egin nahi. Lehenik, ezker abertzale ofizialak, tamalez, borroka politikoa ulertzeko paradigma sakrifiziala gaudituko ezinik jarraitzen duela esango

nuke, erlijioen fenomenologiak ondo baino hobeto esplikatzen duen moduan gainera. «*Denek zerbait eman behar dugu gutxi batzuk dena eman ez dezaten...*», «*berriz ere gure mutilak izan beharko dira dena ematen dutenak*»... eta horrelako esaldietan garbi agertzen da ikuspuntu politikoa. Eta gauza bera gertatu zen Lizarra Garazin ere: batzuen iritzi, herriak, eta bere eragileek, demonstratu behar zuten «*asko*» emateko prest zeudela «*gutxi batzuk dena eman ez zezaten*; herriak «*eskaintza*» bat egin behar zuela «*nazioaren alderean*» «*gutxi batzuk*» bere «*betiko haserre*» baretu zezaten.

Hau ez da ELAK bere egiten duen kultura politikoa: sufrimenduak ez ditu berez borroka mota bat edo batzuk onak eta egokiak bihurtzen; borroka mota bat ona da:

- 1) helburuak lortzeko balio baldin badu,
- 2) gizakia helburutzat eta ez bitartekotzat hartzen baldin badu eta
- 3) herriaren esparru zabal batek ulertu, begi onez ikusi eta bere egiten baldin badu.

Guk badakigu batzuk asko ematen dutela, eta miretsi ere egin dezakegu bat-

zuen konpromisoa, baina eskaintza bolutario horrek ez du berez bere borroka mota ona eta egokia bihurtzen. Bestalde, errespetatu beharra dago eragile bakoitzak bere helburu, estrategia eta lan-ildo definitzeko duen autonomia. Zilegia da, noski, bestearen diskurtsoaren eta praktikaren arteko koherentzia epaitzea, baina ez dauka inongo zentzurik besteari leporatzea ez duela «*neure*» borroka «*bere*» egin.

Interesgarriagoak iruditu zaizkit ordea Arnaldo Otegi aurreko astean esandakoak: «*Ez zait interesatzen EAJ-PNV independentista den ala ez eztabaidatzea, edo EAJ-PNVk gauza bat egiten duen ala ez. Independentistok azterketa sakona egin behar dugu*». Zuzen-zuzenean jotzen baitu buruzagi honek Lizarra-Garaziko garapena moztu zuen su-etenaren bertan behera uztea justifikatzeko ETAk emandako esplikazioetan.

Ene ustez, Lizarra Garazik marrazten duen bideak ez du alternatibarik, hastapenetan «*nahi dutenak*» eta «*nahi duten moduan*» egongo diren arren. Daudenen artean (ez nahi genituzkeen artean) gutxieneko amankomun bat fin-

katu beharra dago eta lan-egitasmo bat garatu, gizarte zibilaren mugimenduen logikan eta erritmoetan -eta inola ere ez erakunde klandestino eta armatu batek markatzen dituen lehenatasun, erritmo, kronologia edota logikarekin.

Pentsa liteke, zentzu horretan, prozesu soberanistak erritmo eta abiadura ezberdinak edukitzea, ez bakarrik, askotan esan den bezala, lurraldetasunaren ikuspuntutik, baita ere, eragileen ikuspuntutik, eta are gehiago instituzioez ala gizarte mugimenduez edota alderdiez mintzo baldin bagara. Horrela, modu dialektikoan, subiranotasunaren aldeko norabide osoa izango litzateke garrantzitsua. Eta hipotesi honetan, bai, erakunde bakoitzak, alderdi eta sindikatu bakoitzak, «*ordainduko*» luke gizartearen atxikitze edo aldentzearekin bere sinesgarritasuna eta koherentzia. Modu honetan, erabakigarria ez da agente batak bere talai klandestinitik epaitzen duena, baizik eta eragile bakoitzak gizartearen, mugimendua abertzalearen barruan, lortzen duen arrakasta, atxikipena.

Xabi Anza,
ELA sindikatuaeren kidea

Rétention : le ministre ment

LE 8 septembre dernier, au petit matin, Brice Hortefeux était l'invité de *France-Inter*. A la question du journaliste sur la mise à l'écart de la Cimade des centres de rétention, du moins à la fin de son «*monopole*», le ministre de l'Immigration répond avec aplomb: «*Aujourd'hui, la Cimade elle-même a indiqué qu'elle avait du mal à faire face parce que c'est une charge de travail, une pression peut-être aussi [...]. Elle a elle-même considéré que c'était trop important [...]. Je l'ai évoqué avec les responsables de la Cimade, que je connais bien et avec lesquels je travaille, et ils m'ont donné leur accord [...]. J'ai vu qu'ils n'étaient pas tout à fait satisfaits d'éléments techniques, c'est-à-dire l'attribution de lots et le devoir de neutralité et de confidentialité [...]. Ça, c'est le code des marchés publics*». Cette dernière précision est présentée par le ministre comme un détail.

M. Hortefeux ment de façon tranquille, avec suffisamment de calme et d'assurance pour convaincre une bonne partie des auditeurs qu'il dit la vérité. Après tout, la Cimade se «*plaint*» des conditions de rétention et évoque souvent ses difficultés à réaliser correctement les missions qui lui sont confiées, alors pourquoi ne pas croire ce qui est dit. Les propos du ministre sont d'autant plus convaincants que, certes, rien ne justifie

qu'une seule organisation intervienne. Rien ne justifie davantage, appel d'offres et marché public obligent, que ce soit forcément la Cimade qui soit choisie. Tout cela est revêtu de cette logique implacable qu'on appelle le «*bon sens*» dont le présent gouvernement use et abuse.



Laurence Hardouin

En vérité, le ministre n'aime pas qu'on le contrevienne et qu'on remette en question, ni même qu'on s'interroge sur la politique qu'il entend afficher et mener. Et la Cimade, avec ses rapports d'activité critiques sur les lieux de rétention et ses prises de position dénonçant les pratiques et l'évolution de la réglementation dans le domaine du droit des étrangers, est devenue à ses yeux un élève bien trop remuant. Le ministre y était déjà allé de son petit mensonge avant l'été: faisant croire à la Cimade que peu de choses changeraient et qu'elle pouvait déjà rassurer ses salariés. Or il s'avère que le décret du 22 août 2008 sur la rétention et le nouvel appel d'offres rendu public début septembre sont en contradiction complète avec les «*promesses*» de Brice Hortefeux.

Sans aller dans le détail de ce qui a été courageusement décidé en pleine trêve estivale, donnons les

principaux éléments du débat et points sujets à critiques. Selon l'appel d'offres «*relatif au marché pour l'information, en vue de l'exercice de leurs droits, des étrangers maintenus dans les centres de rétention administrative*», le marché est découpé en huit «*lots*», proposés à toute personne morale intéressée et définis en fonction d'un critère géographique. Les associations qui souhaitent postuler ne peuvent pas se concerter pour constituer un groupement informel. On veut faire jouer la concurrence, comme dans n'importe quel marché public. Mais on veut surtout empêcher qu'un seul opérateur ait une vision d'ensemble de la rétention en France. Il est clair qu'une association présente dans seulement quelques lieux de rétention aura moins de légitimité pour dénoncer les conditions générales de privation de liberté que ne l'a à l'heure actuelle la Cimade.

Mais la vraie question tient dans le choix des heureux élus: comment un ministre qui n'aime pas être contrarié ne serait-il pas tenté de sélectionner ceux qui sont parmi les plus dociles et taisants, les moins critiques? à l'égard de la politique d'asile et d'immigration conduite par la France? Ce risque existe. Comment en douter eu égard aux propos entendus cet été sur les associations de défense des

(Suite dernière page) 



Kapitalismoaren gordina

HEDABIDE guztietan aipagai nagusia da azken bi aste hauetan: finantziar krisia deiturikoa. Astero edo batzuetan egunero gertakari harrigarriago bat bezperako gertakari pentsaezina estaltzera dator. Alta herritarren gehiengoak krisia horren funtsa eta zergatiak hedabide nagusietan atxemanen dituztenik ez da batere segur. Alabainan, uholde mediatico honetatik nagusitzen diren ideiek, oihana gordetzen duen arbola bezala, egoeraren ulermena trabatzen dute usu. Finantza munduko mekanismo konplikatuek, gehienetan ulergaitzak, luze zabal aipatzen dira eta finantza eragile batzuen lerratze eta desbideratzeak dira krisiaren iturburutzat jotzen. Bestalde krisia honekin deus ikustekorik ez duten «urrezko paraxutak», benetan lotsagarriak eta arrunt iraingarriak milioika jende xumerentzat, klase politiko eta enpresa buru askoren jomuga bilakatu dira. Errex! Usaian bezala Sarkozy su ta ke ari da, demagogia hutsean, pekatua egin dutenei mehatxuka, kapitalismoa moralizatu behar dela aldarrikatuz, jendearen haserre legitimoa bereganatu nahian. Errealitatea haatik, besterik da.

Krisia hau ez da finantza munduko krisia bat baizik eta sistema kapitalistaren beraren krisia, bere fase neoliberallean. Honen proiektua sinplea zen biziki: aurreko fase historikoan (gerla ondoko hiru hamarkadak) sorturiko erregulazio ekonomiko eta hautsimautsi sozio-politikoak hankaz gora ezarri, kapitalaren errentagarritasuna emendatzeko. Hots ekoiztutako aberastasunaren banaketa akziodunen fagoretan aldatu, lan egiten dutenen kaltetan. Denbora berean orain arte merkatutik kanpo gelditzen ziren aktibitateak (zerbitzu publikoak, erretretak, seguritate soziala, eskolak...) erosgai bihurtu, kapitalari etekin harrobi berriak irekitzeko. Proiektu horren gauzatzeko 80etik goiti komertzioaren eta finantzako erabateko «liberalizazioa» gauzatu da. Horretarako ere munduan zehar burutu dira hainbat sektoreren pribatizazioak. Eta emaitzak hor dira. Sariak gutti emendatu diren bitartean, akziodunek

Jakes Bortayrou

gero eta aberastasunen parte handiagoa bereganatu dute. Etekin marja berri horiek eskuratzeko benetako kasinoak bilakatu dira bursak. Bitartean pribatizazioak zerbitzuak kaltetu edo desagertarazi ditu, bereziki ordaintzeko ahalmen gutti duten sektoreentzat, haien bizi kalitate maila apalduz.



«Sari guttiago eta zor gehiago, horrela laburbil daiteke gaurko kapitalismoaren erlijioa»

Alta sistemaren bizi iraupenerako kontradikzio larri bat badago: sarien murrizketak, demanda soziala mugatzen du eta ondorioz sistemaren ibilmoldea ere trabatzen, ekoizpena saldu gabe etekina ezin baita azken finean sortu. Aterabidea logikoa zen: kreditu gero eta gehiago, gero eta errexkiago, gero eta muga gutxiagorekin. Sari guttiago eta zor gehiago, horrela laburbil daiteke gaurko kapitalismoaren erlijioa. Orduan finantza munduko liberalizazio osoak bermatu eta bankuen irudimenak asmatu prozedurak agertu dira edozeini dirua prestatzeko haren ontasunak hipotekatuz. Segida ezaguna da: amerikar herritar xumeenek etxebizitzaren gaineko kredituak ezin ordaindu, etxea galdu, sektorearen krisia eragin, bankuak hetsi eta abar luze bat. Finantza munduko liberalizazioagatik, kreditu eta hipoteka «ustel» horiek merkatuetan erosgai ezarri ziren eta mundu osoko bankuek erosi zituztenez domino efektua ikusten ari gira gaur egun.

Egoera honetan gobernemendua diru zama ikaragarriak mobilizatzen ari dira, finantziar sistema salbatu nahian. «Nazionalizazioa» ere aipatzen da, benetako iruzur intelektual eta politikoa eginez. Alabainan, aldi honetan afera ez da ekonomia sek-

tore estrategiko eta dinamikoak kolektibitateak bereganatzea, politika alternatiboak garatzeko (nazionalizazioaren ezkertiar erran nahia) baizik eta finantziar sistemari oxigenoa ematea, logika berdinarekin segi dezan. Hots bankuen nazionalizazioa baino, fondo publikoen pribatizazioa!

Sarkozyren ele ederrek ez lukete luzaz jendea tronpatu behar. Aterabideak baino, aurpegia garbitzen eta bere politika justifikatzen saiatzen ari da. Hain gogoko duen amerikar eredu krisia gorrian baita. Hauteskunde kanpainen hipotekaren gaineko kreditua bultzatu nahi zuela erran baitzuen, zor guttiagi duen ekonomia, etorkizunean sinesten ez duen ekonomia dela baieztatuz! Geroztik eraman duen politikak kapitalismo neoliberalaren manamenduak bete ditu. «Urezo paraxutak» edota finantza munduko zombait ardi beltz aipatuz, benetako aterabideak saihestu eta sistemaren oinarrian eta krisia lagundu duten «erreformak» babestu nahi ditu: zerbitzu publikoak pribatizatu, lan merkatua malgutu, dirudan eta enpresen zergak arindu...

Orduan zer? Kapitalismoa peko errekarra doa? Gauzak ez dira maleruski hain sinpleak. Finantza mundua bete betean harrapatu ondoren segur aski ekonomia errealean eta beraz jendearen bizitzan eragina izanen du krisia honek. Ikusi dugunez batzuek sistemaren jarraipena segurtatzeko eginahal guztiak martxan jarriko dituzte. Bankuak salbatzeko Estatuek mailegaturiko dirutza alimaleak ordaintzeko pribatizazio gehiago eta gastu sozial guttiago behar direla argudiatuko dituzte betiko neoliberallek. Parean bestelako munduak posible direla sinesten dutenek gogor borrokatu beharko dute aterabide alternatiboak inposatzeko: finantzari muga zorrotzak ezarri, kapitalaren gaineko fiskalitatea emendatu, aberastasunaren banaketa aldatu, geriza soziala eta zerbitzu publikoak atxiki eta hobetu... Sistemaren krisia, mehatxua izaitez gain, aukera ere bada bataila horretan, haren izaera injustua, haren logika eroa sekulan baino ageriago gelditzen ari baita.

Sur votre agenda

Urria:

✓ **Judi 9, à partir de 21h, AINIZE MONJOLOSE.** Conférence mensuelle d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara «La pêche hier, aujourd'hui... mais demain?» par Béatrice Elissalde et Robert Alvarez. Entrée gratuite.

✓ **Vendredi 10, 21h, HELETA (Itsasoa, café culturel La Mer).** Représentation du one man show de Jean-Christophe Charnay «Le Dénicheur».

✓ **Samedi 11, 11h, HAZPARNE (Hôtel de Ville).** Conférence en basque par Jean-Baptiste Dirassar sur «Pierre Duhour, le correspondant de presse d'Hasparren».

✓ **Samedi 11, 21h, IZPURA (Salle Faustin Bentaberrri).** Représentation du spectacle «Mamie mémoire» d'Hervé Jaouen du Théâtre des Chimères, à l'initiative de la Fondation Luro avec le soutien de la Scène de Pays Baxe Na-

farroa.

✓ **Du 11 au 31, du jeudi au samedi, de 17h à 2h, BAIONA (Bar Sankara, quai Chaho).** Exposition photos Nora Arbelbide Lete «Burkina Faso», «Sankara hil ezinik Thom "Sank" toujours vivant».

✓ **Mercredi 15, 15h, BIARRITZE (Médiathèque).** Conférence de Mariasun Landa sur la littérature jeunesse avec le partenariat de l'Institut culturel.

✓ **Samedi 18, 21h, MAKEA (Mur à gauche).** Concert exceptionnel MMX (Mixu, Maialen eta Xabalb) et le groupe corse l'Arcusgi, organisé par ELB.

✓ **Dimanche 19, à partir de 12h, ISTURITZE.** Fête annuelle d'ELB.

✓ **Lundi 20, dès le matin, ZIBURU (collège Piarres Larzabal).** Intervention de Mr Perez, expert dans les dangers liés à l'Internet et à l'utilisation des téléphones portables.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Interview de Richard Irazusta 4 à 9

● Euskal Herrial du hitza eta erabakia 10

Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

Rétention : le ministre ment

☞ (Suite de la page 11)

étrangers: certaines ont été accusées d'avoir «mis le feu» à Vincennes et au centre de rétention du Mesnil-Amelot; d'autres sont soupçonnées de gaspiller l'argent de l'Etat via les subventions, sans, paraît-il, aucun contrôle sur l'utilisation desdits fonds... L'appel d'offres, lui-même, donne d'ailleurs le tempo et définit explicitement les qualités que l'Etat attend des candidats: «En tant que prestataire de l'Etat, le titulaire s'engage à respecter une stricte neutralité au regard de situations individuelles rencontrées, que ce soit dans ses publications, ses communications publiques ou dans le cadre de l'exercice de sa profession». La sanction suit dans la disposition suivante: la convention sera résiliée sans indemnité en cas de non respect de l'obligation de neutralité.

L'objectif à terme est, à l'évidence,

de museler les personnes morales qui vont obtenir le marché, de rendre opaques ces espaces de non droit que sont les centres de rétention, comme le sont les zones d'attente et tous les lieux d'enfermement d'étrangers dont l'Europe est en train de faire la pièce maîtresse de sa politique migratoire. Contre cette évolution, symbolisée par la directive «retour» adoptée en juin dernier par le Parlement européen, qui valide des durées de rétention démesurées, il faut revendiquer haut et fort que soit préservé le «droit de regard» de la société sur ce qu'on veut nous cacher. Tant qu'il y aura des centres de rétention, il faut que ces lieux puissent être visités par des personnes habilitées par des associations ou réclamées par les retenus, en dehors de tout dispositif conventionnel.

Laurence Hardouin